

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle Chronique, Eolien & Sites et sols pollués  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 4 décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**MOULINS DUMEE S.A.**

4 rue du Port au Vin - 89100 GRON

Références : 230656  
Code AIOT : 0005425719

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2023 dans l'établissement MOULINS DUMEE S.A. implanté 4 rue du Port au Vin, 89100 Gron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a pour objet le suivi de l'arrêté de mise en demeure

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MOULINS DUMEE S.A.
- 4 rue du Port au Vin - 89100 Gron
- Code AIOT : 0005425719
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MOULINS DUMEE est autorisée à exploiter une installation de meunerie sur le territoire de la commune de GRON. Les installations s'étendent sur une superficie de 82 200 m<sup>2</sup>. L'établissement fonctionne 24h/24, sur environ 300 jours/an. Un porté à connaissance a été adressé le 25/01/23 concernant une augmentation de capacité de production de 450 à 500 tonnes / jour. Un courrier préfectoral actant la modification est joint au rapport.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative
- Récolement
- Bruit
- Air
- Sécurité / Sûreté

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 6.2.2	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Gestion des incidents et accidents	Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 8.1.6	Lettre de suite préfectorale	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 1.2	Sans objet
2	Suivi APMD	AP de Mise en Demeure du 03/05/2023, article 1	Sans objet
3	Valeurs limites d'urgence	Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 6.2.1	Sans objet
5	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 3.2.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure est respecté.

L'exploitant devra s'assurer que l'ensemble des limites sonores de son installation sont conformes en identifiant la source .

Il serait bien que les formations « conduite à tenir en cas d'incident », ainsi que sur le « fonctionnement de la vanne d'isolement avant rejet vers le milieu naturel » soient renouvelées régulièrement.

L'exploitant devra réaliser annuellement une analyse des causes possibles de bruits éventuels afin de prévenir l'apparition de tels accidents et la transmettre à l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 1.2.1
<b>Thème-s :</b> Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Cf tableau de classement. Le site est aujourd'hui autorisé à 450t/j sous la rubrique 3642-2a.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à Monsieur le préfet de l'Yonne un dossier de porter à connaissance pour augmenter la capacité de production, passant de 450 t/j à 500 t/j.  La modification est non substantielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Suivi APMD

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/05/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi APMD
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai d'un mois de justifier : <ul style="list-style-type: none"><li>* la présence d'un bassin de confinement (7.4.2)</li><li>* la capacité du bassin de confinement</li><li>* la présence d'un système d'obturation avant rejet au milieu naturel</li></ul> Dans un délai de deux mois en : <ul style="list-style-type: none"><li>* équipant les cellules de stockage de thermométrie (8.1.5)</li><li>* consignait les relevés de T°C dans un registre</li><li>* rédigeant des procédures d'intervention en cas de phénomènes d'auto-échauffement et les communiquer aux services de secours.</li></ul> Dans un délai de trois mois de réaliser : <ul style="list-style-type: none"><li>* une mesure des niveaux de bruit (6.2.2 et 9.2.4)</li><li>* une mesure des rejets atmosphériques (9.2.1)</li><li>* une mesure des rejets aqueux (4.3.11 et 9.2.2)</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a adressé un courrier stipulant que le site MOULINS DUMEE à GRON dispose d'un bassin de confinement constitué par : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'ensemble de la surface goudronnée du site soit environ 18 000 m<sup>2</sup>, ce qui représente avec les bordures mises en place d'une hauteur moyenne de 10 cm, une capacité d'environ 18 000 m<sup>3</sup>. Un plan de récolement des réseaux d'évacuation a été présenté.</li><li>- la fosse des élévateurs qui représente une capacité de rétention d'environ 350 m<sup>3</sup>.</li></ul> Les inspecteurs ont constaté sur site la présence des bassins identifiés par l'exploitant.  Un système d'obturation est mis en place avant rejet au milieu naturel. Un panneau est visible aussi bien au sol qu'à hauteur d'homme pour signaler la présence de la vanne. Une procédure de contrôle du bon fonctionnement de cette vanne a été mise en place, de même qu'une procédure

d'utilisation de cette vanne en cas d'incendie ou d'incident susceptible d'entraîner une pollution des eaux. L'exploitant indique que le dispositif est testé une fois par an. Le personnel a été formé notamment à la manipulation de la vanne. Le personnel rencontré a acquiescé avoir reçu une formation sur le fonctionnement de la vanne mais ne se souvenait plus comment faire. Il serait pertinent que la formation soit renouvelée régulièrement.

En ce qui concerne la thermométrie dans les cellules de stockage, l'exploitant indique que le roulement quotidien des stockages ne nécessite pas de thermométrie. En effet, il n'y a aucun risque d'auto-échauffement.

Le grain est contrôlé régulièrement. Le contrôle de l'humidité est tracé sur un registre.

L'exploitant a présenté les différentes mesures de bruits du 22/09/2023, de rejets atmosphériques du 17/10/2023. Les mesures de rejets aqueux ont été réalisées le 15/11/23. L'exploitant adressera les résultats à l'inspection dès réception..

L'arrêté de mise en demeure est respecté. Il peut être levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Valeurs limites d'émergence

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 6.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émergence

**Prescription contrôlée :**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans les valeurs à émergence réglementée :

Niveaux de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport acoustique du 22/09/2023. Les résultats montrent qu'il n'y a pas de ZER impactée par le bruit des installations. L'habitation la plus proche est à plus de 500 m du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 6.2.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		
Localisation du point de mesure	Période de jour allant de 7H à 22H (sauf dimanche et jour férié)	Période de nuit allant de 22H à 7H (ainsi que dimanche et jours fériés)
Point 1	70 dB (A)	60 dB (A)
Point 2	70 dB (A)	60 dB (A)
Point 3	70 dB (A)	60 dB (A)
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport acoustique du 22/09/2023. Les résultats montrent une non-conformité à un point de mesure (n° 3) en période nocturne (63,5 dB(A) au lieu de 60 dB(A). Un avis suspendu est émis sur ce point au vu de l'impact du bruit du site voisin sur le point de mesure. Le rapport indique qu'il n'est pas possible en l'état d'identifier si le dépassement des niveaux sonores est imputable au site ou à l'entreprise voisine.  L'exploitant devra s'assurer que l'ensemble des niveaux sonores est conforme en identifiant la source pour ce point de mesure et s'assurer de la conformité des mesures. Il est également noté la présence de trafic ferroviaire, impactant sur un autre point de mesure (n° 2).		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale		
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois		

#### N° 5 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration : * Concentration en poussières pour les conduits 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 => 40 mg/Nm <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport de mesures des rejets atmosphériques du 17/10/2023. Les résultats sont conformes à l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2015.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Gestion des incidents et accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/09/2015, article 8.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des incidents et accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout évènement est susceptible de constituer un précurseur d'explosion, l'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces évènements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis une fiche de poste incluant la conduite à tenir en cas d'incident. Le personnel a été informé de la conduite à tenir. Chaque incident est tracé sur un registre. Des exercices sont réalisés. Toutefois, le personnel n'a pas pu indiquer aux inspecteurs les actions à tenir en cas d'incident, bien qu'il ait indiqué avoir suivi une formation. Il serait bien que la formation soit renouvelée régulièrement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois